L’évacuation des sans-papiers de la Bourse du travail par la direction de la CGT est une honte pour le mouvement ouvrier français

Les militants anticapitalistes et révolutionnaires, tous les militants combatifs du mouvement ouvrier ne peuvent que condamner avec la plus grande fermeté l’évacuation des travailleurs sans-papiers de l’annexe de la Bourse du travail de Paris (rue Charlot) par le service d’ordre de la CGT cagoulé et armé, secondé par les CRS. Cette décision est une honte pour le mouvement ouvrier français.

La CGT, comme tous les syndicats du mouvement ouvrier, doit être au service des travailleurs salariés, avec ou sans-papiers, pour lutter contre le patronat et le gouvernement à son service. Les désaccords stratégiques au sein du mouvement ouvrier et des luttes de travailleurs ne peuvent en aucun cas se régler en matraquant et en jetant à la rue (et par là même en livrant de fait à la police) les travailleurs et leurs enfants !

La CGT devrait être au service des travailleurs sans-papiers en lutte !

Les travailleurs sans-papiers sont parmi les plus exploités et opprimés de la classe ouvrière : leur choix de lutter pour leurs droits et leur dignité méritent la solidarité et le respect de tous les militants du mouvement ouvrier. Quoi que l’on pense de leur choix tactique d’occuper la Bourse du travail de Paris, ceux qui l’ont fait (dont un certain nombre sont membres de la CGT) se battent à juste titre pour l’extension de la lutte pour la régularisation à tous les travailleurs sans-papiers, au-delà des critères de la loi raciste de Sarkozy-Hortefeux, et pour que les directions syndicales (pas seulement la CGT) se battent dans le sens de cette extension.

L’argument selon lequel cette occupation entravait sérieusement l’activité des syndicats parisiens n’est qu’un misérable prétexte : quand on sait que les syndicats, y compris la CGT, sont financés majoritairement par des subventions patronales et étatiques, il est clair qu’on est loin, très loin du mouvement historique des Bourses du travail et que ce n’est pas la défection de quelques bureaux qui empêche l’activité syndicale !

La décision honteuse de la direction de la CGT confirme l’impasse de sa stratégie

S’il est évident que plusieurs centaines de militants CGT ont combattu corps et âme pour la régularisation des travailleurs sans-papiers par l’arme de la grève, il est clair

aussi que la décision politique de réduire le combat à la régularisation au cas par cas dans le cadre de la loi raciste d'Hortefeux ne pouvait aboutir qu'à des résultats très limités. De fait, la direction de la CGT elle-même reconnaît que les grèves qu'elle a organisées sur cet axe depuis plus d'un an n'ont permis de régulariser que 2 000 travailleurs sans-papiers (voire beaucoup moins selon d'autres sources), alors qu'on en compte plusieurs centaines de milliers dans le pays. De plus, le titre de séjour de ceux qui ont été régularisés n'a dans la plupart des cas qu'une durée de quelques mois ou d'un an (certains arrivent donc déjà à expiration). Enfin, la direction de la CGT a refusé d'aller jusqu'au bout de sa propre orientation en stoppant de fait la vague de grèves qu'elle avait lancée au printemps 2008, malgré le soutien dont elle bénéficiait chez une grande partie des travailleurs conscients de leurs intérêts de classe.

Certes, les 2000 régularisations obtenues et la mise en avant de l'arme de la grève n'en restent pas moins des acquis, surtout qu'elles ont été imposées par des grèves et avec l'aide de militants syndicaux combatifs. Cependant, le combat pour la régularisation des sans-papiers exige de se battre d'abord et avant tout pour la régularisation collective de tous, qu'ils aient un travail ou qu'ils subissent le chômage, et quel soit leur secteur d'activité. Ce combat implique donc nécessairement d'exiger l'abrogation de la loi raciste de Sarkozy-Hortefeux et de toutes les lois anti-immigrés décidées depuis trente ans par les gouvernements de droite, mais aussi par les gouvernements PS-PCF de Mitterrand à Jospin. C'est fondamentalement ce combat que la direction bureaucratique de la CGT, profondément réformiste et largement chauvine, a toujours refusé de mener, faisant preuve d'un soutien de fait à la politique migratoire réactionnaire et xénophobe de l'État impérialiste français. De ce point de vue, il y a un lien évident entre l'orientation de la CGT et ses méthodes héritées de la bureaucratie stalinienne.

Pour gagner sur la régularisation des sans-papiers comme sur les autres revendications, il faut unifier la classe ouvrière, rompre avec le « dialogue social » et les « journées d'action » sans perspective et se battre pour la grève générale

Le combat pour la régularisation de tous les sans-papiers, pour l'abrogation des lois anti-immigrés, pour l'égalité des droits et des salaires entre travailleurs français et étrangers est un combat politique qui nécessite un affrontement central avec le patronat et le gouvernement. Il ne peut en aucun cas être isolé des autres luttes de la classe ouvrière. Il n'est pas possible d'avoir une politique juste sur la question des sans-papiers sans avoir une politique juste sur l'ensemble des autres revendications de la classe ouvrière. Or il n'y a pas deux politiques justes, mais une seule : face à la crise que les capitalistes et leurs valets du gouvernement font payer aux travailleurs, il n'y a pas d'autre solution que de lutter pour réaliser l'unité de toute la classe ouvrière sur

l'ensemble de ses revendications par les méthodes traditionnelles du mouvement ouvrier. Il n'y a pas d'autre solution que d'élaborer une plate-forme de revendications claires et unifiantes, de se battre pour des grèves tous ensemble et reconductibles, d'organiser des manifestations de masse contre les licenciements et contre toute la politique du gouvernement, de mettre en œuvre un plan de lutte déterminé pour parvenir à la grève générale, seule solution pour que les travailleurs ne paient pas la crise…

Si elles voulaient vraiment avancer vers la régularisation de tous les sans-papiers et la satisfaction de l'ensemble des revendications mises en avant par les travailleurs en lutte qui refusent de payer la crise, les directions des syndicats du mouvement ouvrier auraient depuis longtemps rompu leur prétendu « dialogue social » avec le gouvernement de Sarkozy, elles auraient mis un terme à leur stratégie désastreuse des « journées d'action » dispersées et sans perspective (comme le leur demandent un nombre croissant de syndicats de base, notamment de la CGT), elles auraient coordonné les luttes des ouvriers contre les licenciements et organisé une manifestation nationale dans ce but, elles auraient engagé un combat unitaire et déterminé contre le patronat et le gouvernement, jusqu'à la grève générale, comme l'ont fait les syndicats de Guadeloupe et de Martinique avec le LKP. C'est dans ce sens qu'il faut se battre à l'intérieur même des syndicats du mouvement ouvrier, qui n'appartiennent pas aux bureaucrates ; il est plus urgent que jamais d'y constituer un courant lutte de classe pour aider la classe ouvrière à se réapproprier ses syndicats et à les faire fonctionner de façon démocratique de la base au sommet.

Sans attendre, avec tous les militants du NPA et bien d'autres, il s'agit de continuer de participer quotidiennement aux luttes des travailleurs, avec ou sans-papiers, et de militer pour des grèves reconductibles, pour la convergence des luttes, pour le front unique ouvrier, pour l'auto-organisation démocratique de celles et ceux qui luttent et pour le respect des formes d'action qu'ils choisissent.

Tendance CLAIRE, le 26 juin 2009